

POMPIERS VOLONTAIRES : CE MODÈLE PEUT-IL ENCORE TENIR FACE AUX MÉGAFEUX ?

L'université de Rouen Normandie est partenaire de The Conversation, média en ligne proposant du contenu d'actualité élaboré avec des universitaires. À travers cette rubrique, retrouvez les articles de nos collègues.

Les images des incendies qui ont ravagé cet été les forêts du sud de la France rappellent une réalité trop souvent oubliée : près de 80 % des sapeurs-pompiers français sont [volontaires](#). Au sein des colonnes de camions engagés au plus près des flammes, se trouvent des femmes et des hommes qui, une fois leur mission terminée, reprennent souvent leur activité professionnelle, parfois après une nuit passée sur le terrain à combattre le feu. D'autres posent des jours de congé pour être davantage disponibles, car tous n'ont pas la chance de bénéficier d'aménagements prévus par des conventions signées entre leur employeur et leur service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de rattachement.

Cette situation renvoie à des [difficultés plus larges](#) de moyens et d'organisation auxquelles font face les SDIS depuis plusieurs années. Pour garantir la continuité des secours sur l'ensemble du territoire, ils sont contraints de recruter un grand nombre de volontaires.

L'épisode des incendies en Gironde a remis en lumière les tensions croissantes auxquelles est confronté le modèle français de sécurité civile.

L'ESSENTIEL

- Près de 80 % des pompiers français ne sont pas salariés. Volontaires, ils combattent le feu après leur travail ou pendant leurs jours de congé. Beaucoup ne tiennent pas plus de trois ans.

- **Ce modèle, déjà fragile, est mis sous tension par l'intensification des incendies.**
- **Le ratio entre pompiers professionnels et volontaires doit être repensé, tout comme les modalités de formation des volontaires et l'organisation des secours.**

Un modèle français très dépendant des volontaires

La France a fait le choix de faire reposer le modèle de sécurité civile sur une complémentarité entre différents statuts de sapeurs-pompiers :

En France, le nombre de sapeurs-pompiers est globalement [stable](#) depuis une dizaine d'années, qu'il s'agisse des volontaires ou des professionnels. Les pompiers français exercent des missions parmi les [plus étendues d'Europe](#) (voir tableau plus bas). Seuls le Danemark et la Finlande leur en demandent autant. Et avec le vieillissement de la population et le changement climatique, leurs interventions pourraient encore [s'intensifier](#) dans les années à venir : multiplication des carences d'[ambulanciers privés](#) (que les pompiers remplacent), mais aussi feux de forêts, inondations, tempêtes et épisodes météorologiques extrêmes.

Lorsque les populations composent le 18 ou le 112, elles ignorent généralement si ce sont des pompiers professionnels ou volontaires qui interviennent. Sur le terrain ou en caserne, rien ne permet de les distinguer. Cette uniformité peut d'ailleurs parfois alimenter [certaines tensions](#). En effet, les professionnels se sentent parfois insécurisés, voire menacés dans leur statut, par le fait que les volontaires exercent les mêmes missions qu'eux, avec des responsabilités similaires, mais sans relever du statut salarié.

D'autres pays européens, à l'image de l'Allemagne, de la Belgique et du Luxembourg, ont aussi fait le choix d'un modèle fondé sur la complémentarité entre volontaires et professionnels, mais dans des proportions et des conditions différentes.

Ce modèle de complémentarité des statuts n'est toutefois pas universel. Au Royaume-Uni ou en Espagne par exemple, il a été décidé de limiter le recours au volontariat et de s'appuyer davantage sur les pompiers professionnels, qui représentent plus de la moitié des effectifs.

Des exigences d'implication et de disponibilité importantes pour les volontaires

Au cours de ces dernières années, les exigences à l'égard des pompiers volontaires [se sont amplifiées](#). En début d'engagement, ils suivent d'abord une formation initiale leur permettant de développer des compétences comparables à celles des professionnels, mais en deux fois moins de temps. Cette formation dure en général une trentaine de jours, répartie en plusieurs modules. Beaucoup doivent donc poser des jours de congé ou enchaîner plusieurs week-ends de formation, au prix d'une fatigue importante et d'une mise entre parenthèses de leur vie personnelle.

Les exigences s'observent ensuite au quotidien. Face aux difficultés de moyens et d'organisation, de nombreux SDIS tendent à imposer aux sapeurs-pompiers volontaires plus d'heures de service. Dans de nombreux départements, cela se traduit par des objectifs de gardes ou d'astreintes à réaliser, afin de garantir la capacité opérationnelle des centres de secours, sous peine de suspension ou de résiliation de l'engagement (par exemple, au moins 900 heures de présence par an dans le Lot-et-Garonne et au moins 48 heures de garde par mois dans les Yvelines). Certes, ces exigences répondent à de réels besoins pour assurer les services de secours, mais elles ne s'appuient sur aucune réglementation ni législation et elles peuvent [décourager des individus](#) pourtant très motivés, dont les contraintes familiales ou professionnelles limitent la disponibilité.

Certaines contraintes qui pèsent sur la vie personnelle des pompiers sont parfois tout simplement oubliées des politiques publiques. Les mégafeux, qui mobilisent les individus pendant plusieurs jours, posent par exemple rapidement la question de l'organisation familiale, en particulier chez les volontaires. Les indemnités qu'ils perçoivent ne compensent pas toujours les coûts indirects engendrés par leur engagement, comme les frais de garde d'enfants, par exemple. Or, ces contraintes pèsent directement sur la [fidélisation](#) des volontaires.

Former davantage de volontaires au feu ?

Pour limiter ces contraintes, les SDIS sont de plus en plus nombreux à développer un « engagement différencié ». Celui-ci permet aux volontaires de suivre uniquement certains modules de la formation et d'intervenir sur les missions correspondant aux compétences développées, réduisant de fait la durée totale de leur formation et le temps

à consacrer à leur engagement.

En pratique, les pompiers qui choisissent cette formule sont souvent exclusivement orientés vers le secours d'urgence aux personnes, qui représente [86 % des interventions](#) au quotidien. À l'inverse, le module incendie est souvent délaissé au regard du peu d'interventions de ce type réalisées chaque année en France (6 %) et de la densité d'apprentissage nécessaire pour valider la formation.

Dans un contexte où les feux de forêt deviennent plus fréquents et plus intenses, ce choix interroge : ce dispositif mérite sans doute d'être repensé.

Quand la solidarité citoyenne comble les failles du service public

Face aux feux en Gironde, de [nombreux agriculteurs](#) sont spontanément venus prêter main-forte aux pompiers, avec leurs tracteurs, pour ralentir la progression des flammes. Cette solidarité est précieuse, mais elle révèle les limites du modèle actuel de sécurité civile. Si les agriculteurs ont généralement une connaissance fine du terrain et disposent de matériel utile, comme des citernes à eau, ils ne bénéficient pas de la formation et des [équipements](#) des sapeurs-pompiers pour faire face au feu, ce qui les expose parfois à des risques importants.

Plutôt que de compter sur ces renforts improvisés, il serait pertinent d'élargir le vivier de personnes formées à la lutte contre les feux de forêt. Une piste consisterait à permettre à certains volontaires de se former exclusivement à cette mission, afin d'élargir les effectifs disponibles sans imposer à tous une formation complète. Des agriculteurs pourraient notamment être intéressés par ce type d'engagement, qui leur donnerait les compétences nécessaires pour intervenir en sécurité.

La solidarité a aussi dû pallier des manques du service public d'un point de vue logistique. Ainsi, deux autres images ont été marquantes au plus fort des incendies de Gironde : d'une part, celle des soldats du feu qui [se reposent comme ils le peuvent](#), parfois le long des chemins, et, d'autre part, celle des nombreux habitants de la région qui organisent spontanément des repas pour les pompiers, proposent de laver leurs vêtements et qui, plus largement, apportent un [soutien logistique](#) aux équipes engagées.

Si ces actions témoignent d'une belle solidarité humaine, elles interrogent néanmoins la capacité des pouvoirs publics actuels à organiser la réponse aux besoins matériels et logistiques générés par des interventions qui peuvent s'étendre sur plusieurs semaines. Nourrir, ravitailler et permettre le repos des sapeurs-pompiers constitue un pilier essentiel de la gestion de crise.

Un modèle arrivé à un tournant ?

Il ne s'agit pas de remettre en cause la complémentarité entre pompiers professionnels et pompiers volontaires dans le modèle français de sécurité civile. Néanmoins, les [difficultés](#) mises en lumière par les incendies de 2026 invitent à s'interroger sur deux points :

- l'adaptation du modèle actuel à un contexte d'accroissement de fréquence et d'intensité des feux de forêt et, plus largement, des interventions de grande ampleur ;
- la capacité de la sécurité civile et des SDIS à organiser les moyens humains, matériels, sanitaires et logistiques nécessaires à ce type d'interventions.

Concernant les pompiers volontaires, l'enjeu n'est pas d'en recruter toujours plus, mais de créer les conditions permettant de les fidéliser. Cela suppose de penser l'engagement dans la durée, en tenant compte des réalités sociales de [ces femmes](#) et de ces hommes et des contraintes qu'ils rencontrent. Aujourd'hui, un sapeur-pompier volontaire, qui n'exerce pas en tant que pompier professionnel en parallèle, s'engage en moyenne pendant [onze ans et six mois](#). Mais il existe des disparités importantes en fonction du territoire et des [profils](#) et, généralement, de nombreux abandons sont observés [au cours des premières années](#) d'[engagement](#).

Une réflexion plus large sur les effectifs pourrait s'avérer nécessaire. Accroître le nombre de pompiers professionnels ne permettrait pas seulement d'améliorer la disponibilité des équipes. Cela favoriserait aussi l'accumulation d'une expérience précieuse. Face à un incendie, les gestes, les décisions et la lecture du terrain évoluent avec les interventions. On ne combat pas un feu avec la même aisance lors de sa troisième mission que lors de sa centième. Cette expérience est plus difficile à bâtir chez des volontaires, dont le turnover est important.

Les difficultés révélées par les incendies de cet été dépassent finalement le seul champ de la sécurité civile. Elles interrogent plus largement la capacité du pays à préparer les

services publics aux transformations sociétales et environnementales.

Depuis plusieurs années, les politiques publiques sont souvent conduites sous la contrainte des économies budgétaires ou pour répondre à des priorités de court terme. L'actualité montre pourtant qu'il est nécessaire de réaliser des investissements durables dans les moyens humains, matériels et organisationnels afin de mieux préparer l'avenir.

Les différentes crises de ces dernières années rappellent le caractère essentiel de certaines professions, dont l'importance tend à être mise en lumière seulement lorsqu'elles se retrouvent en première ligne. Après les soignants durant la pandémie de Covid-19, les sapeurs-pompiers sont aujourd'hui au cœur de l'actualité.

Auteur

[Pauline Born](#), Maitresse de conférences, [Université de Rouen Normandie](#)

Cet article est republié à partir de [The Conversation](#) sous licence Creative Commons.
Lire l'[article original](#).

Publié le : 2026-08-17 16:04:00